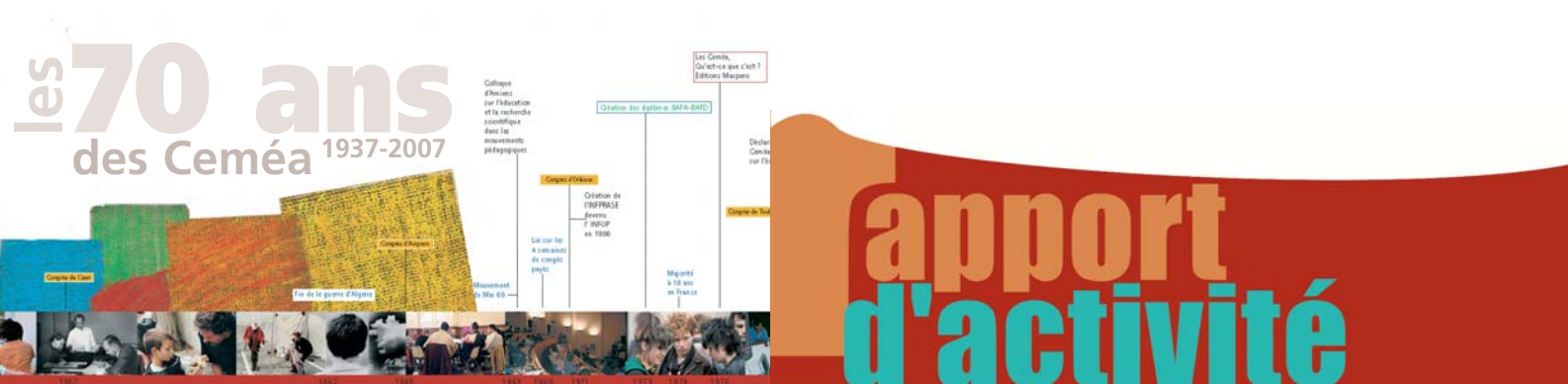


Les Ceméa, un mouvement d'Éducation nouvelle et de recherche pédagogique



Contribuer à la transformation de la société

Après le temps des élections, des programmes et des promesses, voici venu pour notre pays le temps de la concrétisation des engagements pris. Une période s'ouvre mais, pour les Ceméa, l'accès du plus grand nombre à l'éducation, à la culture, aux loisirs dans le respect de la laïcité, reste toujours un des enjeux fondamentaux de démocratisation de notre société. Pour les Ceméa qui ont fêté en 2007 leur soixante-dixième anniversaire, l'éducation reste plus que jamais de tous les instants.

Cette effervescence et cette vitalité qui se sont retrouvées dans la qualité des actions, dans la pertinence des projets réalisés, la justesse des expérimentations portées dans l'accomplissement de leur mission d'utilité publique, les Ceméa les doivent d'abord aux compétences pédagogiques des militantes et des militants qu'ils peuvent mobiliser.

Pour le mouvement de praticiens que sont les Ceméa, l'accueil de nouveaux membres actifs, l'amélioration constante de leur qualification et l'animation pédagogique de leurs réseaux sont en effet des conditions essentielles à leur existence et leur raison d'être.

Les Ceméa ont besoin de diversifier toujours plus leurs formes de militantisme et de développer la formation politique, culturelle et pédagogique de leurs membres actifs, pour mettre en place les pédagogies adaptées et continuer d'expérimenter les réponses nécessaires aux enjeux éducatifs actuels.

L'organisation et le fonctionnement de leur vie associative doivent chercher à favoriser toujours davantage l'intelligence et la créativité de l'espace original qu'est ce laboratoire pédagogique au service des acteurs éducatifs. Cela pour donner envie à de plus en plus d'enseignants, d'animateurs, de travailleurs sociaux, d'éducateurs, d'élus, d'artistes, d'infirmiers en psychiatrie, de médecins et de chercheurs de les rejoindre et de contribuer avec eux, à la transformation de notre société.



n L'université de l'éducation nouvelle 2007

L'université de l'éducation nouvelle des Ceméa a eu lieu du 27 au 31 août 2007, cette année encore près de Perpignan, sur le territoire de l'Association territoriale Languedoc-Roussillon. Elle a rassemblé plus de 130 militants des Ceméa issus des territoires de métropole et d'outre-mer.

Cette UEN était constituée de quatre opérations autonomes et distinctes :

- Un stage national «références en éducation nouvelle et en éducation populaire ».
- Une rencontre nationale thématique.
- Un « atelier-rencontre » destiné aux permanents régionaux ayant en charge l'animation du mouvement.
- Un stage national sur l'activité et ses fondamentaux éducatifs.

Un stage national « éducation nouvelle, éducation populaire »

Il était structuré autour de trois axes :

- Travail d'appropriation et de réactualisation des références de l'éducation nouvelle.
- Articulation de ces références avec l'environnement et le monde d'aujourd'hui et interrogation sur leur pertinence.
- Implication dans des « mises en situation » servant d'appui à l'analyse des liens à développer entre pratique et réflexion théorique.

Une rencontre nationale thématique : Différence, altérité, identité

Accueillir la différence dans nos différents lieux de travail. Oui bien sûr c'est une évidence. Toutes nos démarches professionnelles adhèrent à cet objectif. Cependant, un certain nombre de raisons conscientes ou inconscientes freinent la réalisation de celui-ci. Souvent la différence provoque l'inquiétude, la peur, le silence, l'évitement... jusqu'à même l'exclusion. L'anormalité, l'étrangeté renvoient une image intolérable de l'humanité et « cet enfant pas comme les autres » nous montre à voir comment la différence exerce un pouvoir d'attraction bien plus grand que la ressemblance. Cette confrontation à l'autre dans sa différence nous met en mouvement, en réflexion, en interrogation ; cela ne nous laisse pas indemnes car n'oublions pas qu'il n'y a pas de « je » sans autrui et que l'identité de chacun se définit en référence à l'altérité ; « Accepter l'autre avec sa différence est une chose, mais accepter l'autre dans sa ressemblance en est une autre beaucoup plus ardue car plus menaçante ».

Cette rencontre a permis de mettre au travail nos représentations sociales, nos attitudes et nos réflexions en tant que militants d'éducation nouvelle et formateurs afin de mettre en œuvre des expérimentations et de faire évoluer les pratiques dans les différents champs d'intervention des Ceméa.

Un « Atelier-rencontre » sur l'animation du mouvement Ceméa

Cet « atelier-rencontre » avait plusieurs objectifs :

- Une mutualisation de pratiques.
- La réappropriation du sens pour partager ce qui est entendu par animation du mouvement, reconstruire un langage commun, dégager des lignes de forces pour la formation des militants de demain.
- La capitalisation des besoins de formation.
- Le repérage du rôle et des missions d'un permanent régional sur l'animation du mouvement.

Un stage national « l'activité, les fondamentaux »

Ce stage avait comme objectif d'outiller de nouveaux militants sur le sens de l'activité, d'identifier fortement la spécificité qu'elle porte dans le mouvement d'éducation nouvelle que sont les Ceméa. Il a permis de se construire une base de savoir-faire à travers des situations diverses et transversales (la relation au milieu, l'expression, la mise en mouvement, la relation aux objets et à la technique, etc.).

Science et idéologie



La controverse qui oppose science et idéologie est toujours vive et renaît constamment de ses cendres. Les milieux éducatifs ont été émus par plusieurs textes officiels qui, en s'appuyant sur les neurosciences, n'ont pas hésité à juger cavalièrement certaines psychothérapies, à décréter quelle était la meilleure méthode d'apprentissage de la lecture, ou encore à transformer une détection précoce de prétendus troubles du comportement, en prédiction de futures conduites de délinquance.

La controverse qui oppose science et idéologie est toujours vive et renaît constamment de ses cendres. Les milieux éducatifs ont été émus par plusieurs textes officiels qui, en s'appuyant sur les neurosciences, n'ont pas hésité à juger cavalièrement certaines psychothérapies, à décréter quelle était la meilleure méthode d'apprentissage de la lecture, ou encore à transformer une détection précoce de prétendus troubles du comportement, en prédiction de futures conduites de délinquance.

Des niveaux d'interrogations différents

Dans cette confrontation, schématiquement, trois grands types de questionnement se détachent, souvent à vrai dire de façon entremêlée, mais que l'on peut cependant distinguer :

- En premier lieu, l'analyse des faits identifiés sous l'égide scientifique, est-elle valide ? Autrement dit, cette description des phénomènes est-elle vérifiée et confirmée de façon objective ?
- En deuxième lieu, un autre type de questionnement surgit rapidement : le fait validé scientifiquement (souvent en situation de laboratoire) permet-il des transpositions telles quelles dans le contexte familial et scolaire, dans la réalité de la vie sociale ?
- En troisième lieu, il reste une question à aborder : la mise en évidence scientifique de certains faits, légitime-t-elle tel choix éducatif ou politique, choix relatif à des valeurs engageant le devenir des personnes et des groupes sociaux ?

Ce rapide tour d'horizon des questions essentielles souligne combien le problème est délicat. Il ne doit pas conduire à l'esquive ou à la fuite : dès leur création, les Ceméa ont pris le parti de s'inscrire dans le sillage de la remise en cause et de la recherche dans le domaine éducatif. Et cette recherche de scientificité se retrouve aussi bien du côté des sciences humaines que de celui des sciences biologiques.

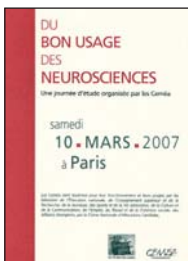
L'enjeu d'une approche globale

L'Éducation nouvelle « reconnaît tout enfant, tout adolescent, tout adulte en fonction comme une personne à respecter dans son unité et sa globalité ». Le respect de cette globalité présuppose une moisson de savoirs diversifiés relatifs aux capacités de cette personne, elle-même plongée dans des environnements extrêmement variés. Pour l'observateur, le danger serait de se cloîtrer dans une seule discipline, aussi prestigieuse fût-elle. C'est pourtant ce qui risque de se produire avec les neurosciences dont les avancées impressionnantes sont en passe d'entraîner un envahissement quasi exclusif du champ des apprentissages. Or, cet aspect mono-disciplinaire, cette hégémonie de fait est préjudiciable pour une bonne connaissance de la complexité et de l'unité de l'enfant. En effet, « l'interdisciplinarité, la pluridisciplinarité sont des pierres de touche de l'éducation nouvelle ». Cet effort pour entrecroiser différents points de vue scientifiques, pour éclairer la globalité de la personne sous de multiples facettes, nous paraît effectivement décisif. Le bon usage des neurosciences implique que celles-ci soient réinsérées dans le champ global des connaissances issues des autres disciplines qui apportent leur propre éclairage.

Pierre Parlebas,
Président des Ceméa
Vers l'Éducation Nouvelle N° 527 – juillet 2007



n Une journée d'étude "Du bon usage des neurosciences"



La nécessité de la recherche scientifique est devenue le credo du siècle

Le monde de l'éducation est désormais, lui aussi, sujet à ses lois. Un mouvement comme les Ceméa, qui vit en intime liaison avec son siècle, a été dès sa création particulièrement intéressé par la pensée et les résultats scientifiques ; il s'en est nourri et, en accord avec les valeurs qu'il défend, il en transmet les démarches et les connaissances les plus accessibles.

De grands chantiers pédagogiques ont été ouverts et continuellement approfondis, relatifs au développement de l'enfant, à l'orga-

nisement de la vie en groupe, à l'animation expressive et théâtrale, à la connaissance du milieu, au jeu et à l'éducation motrice, parmi beaucoup d'autres. Incontestablement, les savoirs scientifiques ont considérablement influencé les pratiques éducatives des Ceméa.

Cependant, deux dangers se profilent dans cette quête d'un meilleur ajustement à nos objectifs éducatifs :

- N'y aurait-il pas parfois une grande naïveté à se précipiter tête baissée sur des solutions de laboratoire encore mal élucidées ?

- N'y aurait-il pas parfois une utilisation maligne et pernicieuse des résultats scientifiques visant à les réinterpréter frauduleusement dans une visée partielle et résolument partielle ?

Ainsi, les neurosciences ont-elles été récemment exhibées comme alibi scientifique de la méthode syllabique d'apprentissage de la lecture, de certaines procédures psychiatriques biologisantes, ou encore de la détection de futurs délinquants à partir de prétendus troubles du comportement observés lors de la petite enfance. Cette buissonnante thématique a été au cœur de la Journée d'étude du 10 mars 2007. Elle a rassemblé près de **200 personnes** de Paris et a bénéficié des apports éclairants d'éminents chercheurs en biologie ainsi qu'en sciences sociales. Cette stimulante confrontation des idées et des données a souligné l'indispensable nécessité de garder le contact avec les avancées scientifiques.



Une convention nationale pour mieux agir au local avec l'ARF (Association des Régions de France)

Le 6 décembre 2007, lors du congrès de l'Association des Régions de France (ARF) à Strasbourg, a été signée une convention de partenariat entre l'ARF et les Associations Educatives Complémentaires de l'Enseignement Public (CEMEA, FRANCAS, LIGUE, OCCE, EEDF, JPA, FOEVEN, PEP).



Si notre histoire nous a conduits à appréhender la notion de complémentarité surtout dans la relation à l'Etat, l'action des associations les a peu à peu amenées à développer un partenariat avec les collectivités territoriales auprès desquelles elles ont gagné de la reconnaissance. Avec la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques en matière d'éducation, les associations ont renforcé leur expérience pour agir avec et auprès des décideurs.

Au moment où au sein de notre mouvement, nous réfléchissons sur la question de nos modèles de développement, sur la nature de nos présences, de nos implantations : échelon régional bien sûr, mais aussi développement des antennes départementales et locales, cette convention met en perspective la possibilité de nouvelles collaborations avec les régions.

- Associer les mouvements aux différentes réflexions des régions sur les questions d'éducation et de jeunesse et organiser des temps de rencontres réguliers annuels.
- Associer les mouvements à l'écriture, l'élaboration et à l'évaluation des projets éducatifs régionaux en sollicitant leurs compétences afin de faire émerger des projets innovants portés par les régions au profit de leurs jeunes.
- Mettre en lien les mouvements avec les établissements de formation notamment par la mise en œuvre des programmes d'actions éducatives pour mener directement des actions à caractère éducatif, social, culturel.
- Associer les mouvements à la question de la formation des personnels relevant de la compétence des régions notamment sur la dimension éducative de leurs fonctions.
- Soutenir les actions des associations en facilitant la mise à disposition des établissements de formation pour des actions à caractère citoyen (BAFA ...), de loisirs (hors temps scolaire) ou culturel (festivals...).
- Participer à l'information et à la formation des familles.
- Développer des actions conventionnées pour accompagner des publics scolaires à besoins spécifiques (handicaps, maladie, maltraitance...).



Dans la dynamique de ce partenariat, les Ceméa, la Ligue de l'Enseignement et les Francas organiseront des journées nationales à Nantes les 19 et 20 mars 2009. L'ARF et la région Pays-de-la-Loire ont sollicité les trois associations complémentaires de l'école publique pour réfléchir avec eux sur les questions de jeunesse et notamment ce qui favorise l'accès à l'autonomie et l'émancipation des jeunes (éducation, formation, emploi, culture, logement, transport, mobilité, santé...). Les travaux d'ores et déjà engagés, s'appuieront en 2008 sur des ateliers régionaux.

Développement local et vie associative en Ile-de-France

Des actions d'accompagnement de micros projets associatifs en Ile-de-France

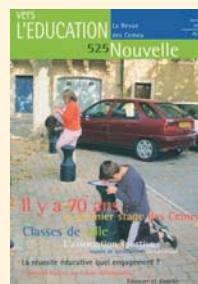
L'engagement des Ceméa Ile-de-France au sein de l'ARDEVA a amené l'association à travailler sur l'accompagnement de projets socio-économiques dans le cadre de la mesure 10B (émergence de micro projet associatif). Une vingtaine de porteurs de projets accompagnés ont été suivis en 2007 sur les aspects méthodologiques, financiers et administratifs dans le cadre de la création et de la pérennisation de projets socio-économiques et socio-culturels. Cette action reconnaît la capacité des Ceméa à accompagner et former les porteurs de projets sur une dimension d'éducation populaire à partir d'une démarche socio-économique.

Actions "Vie militante et lieux ressources" à Paris

A Paris dans les locaux de la rue des Cascades, s'est organisé en 2007, une fois par mois des rencontres autour du jeu de société. Militants, partenaires se sont retrouvés formant ainsi une première démarche de vie militante dans les locaux parisiens des Ceméa Ile-de-France. Des groupes d'activités régionaux s'y sont réunis (Groupe Activités dramatiques, Groupe Jeunesse, Groupe International), mais aussi au niveau national (Groupe Palestine).

En 2008, les Ceméa continueront le travail commencé pour renforcer la place des militants dans ce lieu d'activités régionales, pour développer des actions militantes, y faire vivre de nouveaux groupes d'activités, notamment une activité autour du milieu urbain.

Agir pour réformer, réformer pour transformer



Les questions sur la place de la jeunesse dans la société, du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, du respect de l'environnement, de l'accès de tous aux pratiques culturelles et sportives, du droit aux vacances et aux loisirs, de l'existence possible d'une solidarité internationale laïque, de la lutte contre toutes les formes d'exclusion et de précarisation, sont parmi les principales préoccupations quotidiennes des Français. Elles sont celles, quotidiennes, des associations et en particulier des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Celles-ci militent pour une société plus juste, plus éducatrice, qui reconnaisse et soutienne le rôle fondamental des démarches de l'éducation non formelle aux côtés d'une éducation formelle portée par un service public laïque renforcé. Elles agissent pour une société plus égalitaire, garante de l'exercice des droits et des devoirs de chacun. Elles constituent des espaces privilégiés favorisant les expériences de l'engagement et de la prise de responsabilités... fondateurs de l'épanouissement personnel.

L'action des associations, facteur de lien social et de transformation sociale pourtant soutenue par plus de 90% des Français, peine à se faire reconnaître par les pouvoirs publics. Les Ceméa n'imaginent pas une politique de l'enfance et de la jeunesse sans un projet global d'éducation qui, donnant aux jeunes les moyens d'être les futurs acteurs de notre pays, ne s'appuierait pas sur les lieux d'engagement qui favorisent les conditions de leur émancipation et de leur épanouissement personnel que sont les associations.

Jean-Luc Cazaillon

Vers l'Éducation Nouvelle N° 525 – janvier 2007

n La vie associative forte de son projet et de ses collectifs

Le **CCOMCEN** (Comité de Coordination des Œuvres Mutualistes et Coopératives de l'Éducation Nationale)

Les Ceméa sont présents dans cette coordination de l'économie sociale agissant auprès du système éducatif, à travers le département « association » et son Conseil d'administration. Par cette coordination, les Ceméa contribuent à la vitalité de la CPCA (Conférence Permanente des Coordinations Associatives). Plus largement, c'est un creuset pour avancer avec plus de force et de solidarité au sein de la mouvance laïque proche de l'école.

Le **CNAECP** (Conseil National des Associations Educatives Complémentaires de l'Enseignement Public)

Cette instance est réunie cinq fois par an. Si elle a pour objet essentiel d'instruire les demandes d'agrément au titre d'association complémentaire de l'enseignement public et de formuler un avis transmis au Ministère de l'Éducation nationale, elle est aussi un lieu de réflexion, d'échange sur les relations entre le Ministère et les associations, en particulier sur les grandes réformes ou les grands chantiers lancés par le Ministère. Par exemple : l'accompagnement à la scolarité.

Le **CNAJEP** (Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire)

Le nouveau Comité exécutif élu à la fin 2007 s'est engagé pour un an. Les Ceméa en sont Vice Président chargé de la Commission des engagements et du groupe de travail sur les formations professionnelles qualifiantes. 2007, année d'élection, a vu la mise en place de la Campagne « Politiquement Jeune » ainsi que l'élaboration d'un texte sur l'éducation populaire, dans le cadre de la motion d'orientation.

Le **CNEPJ** (Conseil National de l'Éducation Populaire et de la Jeunesse)

2007 a été une année de changement de mandature pour le CNEPJ. Cette instance que l'État ne réunit que très peu alors qu'elle pourrait être un vrai lieu de débat, a été renouvelée et a tenu sa première séance plénière, le 27 septembre 2007. La Commission des agréments jeunesse et éducation populaire et la Commission des habilitations fonctionnent. Les Ceméa sont membres du Bureau de ce Conseil.

Le **CNVA** (Conseil National de la Vie Associative)

2007 a vu, après beaucoup d'atermoiements, la mise en place d'une nouvelle équipe du CNVA. Les Ceméa sont membres du Bureau et investis dans les nouvelles Commissions « Associations et Europe » et « Volontariat et Service civil ». Un des enjeux de la mandature qui s'ouvre sera la refonte du CNVA et son évolution.

La **CPCA** (Conférence Permanente des Coordinations Associatives)

La Conférence Permanente s'est fortement investie en 2007 dans les campagnes électorales, au service de la vie associative. Elle a organisé le 20 janvier 2007 un événement national autour du thème « 2007 – 2012 – Que serait la vie sans les associations ? ». Quatre candidats à l'élection présidentielle ont répondu à son invitation. Les Ceméa représentent « Coordination Sud » au Conseil d'Administration de la CPCA.

Le **FONJEP** (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire)

Le FONJEP a comme but le développement et la gestion de l'emploi associatif. C'est un des rares lieux de co-gestion entre l'État, les Collectivités territoriales et les associations. A travers ce dispositif, les Ceméa consolident 58 postes de professionnels salariés. Ceux-ci sont implantés à l'Association nationale pour certains, et pour la majorité dans des Associations territoriales du réseau Ceméa. Les Ceméa sont membres du Conseil d'administration du FONJEP depuis de nombreuses années et ont été de nouveau réélus en 2006 pour trois ans. 2007 a vu la poursuite de la déconcentration de certains postes de niveau national vers une gestion par les Directions régionales de la Jeunesse et des Sports. Une réflexion, qui touche à l'avenir du FONJEP et à son projet, a continué à être menée en 2007 et devrait aboutir à des décisions en 2008.

La **JPA** (Jeunesse au Plein Air)

C'est la confédération laïque dont les Ceméa sont membres dans le secteur des vacances et des loisirs. Elle rassemble des acteurs variés, en particulier les organisateurs de centres de vacances avec lesquels les Ceméa ont des liens. En appui sur la campagne du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, la JPA poursuit la promotion des loisirs et des vacances collectives. C'est là sa mission principale, en appui avec les compétences et les actions de ses membres. En 2007, à l'initiative de la JPA, une plateforme pour le droit aux vacances a de nouveau revendiqué la création d'une aide vacances annuelle de 200 € par enfant et a interpellé les candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives sur cette question. Les XIèmes rencontres nationales ont travaillé en 2007 sur le thème « La valeur éducative des centres de vacances et de loisirs ».

Solidarité Laïque

Dans un monde miné par les replis identitaires et le recours à l'irrationnel, Solidarité Laïque, composée d'associations, de coopératives, de mutuelles et de syndicats, appuie ses actions sur les valeurs universelles de la laïcité.

Sa conception de la solidarité basée sur la responsabilité, l'échange, le respect réciproque permet aux hommes de vivre mieux ensemble.

Par l'éducation, la formation, le partenariat et l'appui à la société civile, Solidarité Laïque veut donner aux hommes où qu'ils se trouvent les moyens d'être autonomes, de se prendre en charge et dès lors de s'affranchir de cette aide. Ainsi la solidarité est conçue comme l'école de la citoyenneté.

Les Ceméa membres de Solidarité Laïque contribuent à la dynamique de cette organisation. Présents dans les instances politiques, les Ceméa sont actifs sur le terrain des opérations concrètes en contribuant à la réflexion générale sur les solidarités internationales.

EAICY et les Ceméa, un partenariat d'action



EAICY (European Association for Leisure Time Institutions of Children and Youth) a été créée en 1991 à la suite de la chute du mur de Berlin. Son objectif principal est de permettre la rencontre d'enfants, de jeunes, d'animateurs, de responsables d'organisation de jeunesse des deux parties de l'Europe, qui ont été séparées pendant la période de la guerre froide. Les Ceméa sont membres fondateurs de cette association de droit Tchèque dont le siège social est à **Prague**.

En 2007, le Présidium (Conseil d'Administration) s'est réuni deux fois à **Minsk** (Biélorussie), en mai et à **Cracovie** (Pologne), en novembre. Le projet sur « L'Éducation non formelle en Europe. 2007 – 2011 » a démarré avec une conférence à **Saint-Petersbourg**, en février : « L'éducation non formelle des jeunes de notre époque ». Les Ceméa ont été présents à la conférence pédagogique internationale de Cracovie en mai 2007, dans le cadre du projet EUFORCOM.

Les Ceméa ont participé à l'élaboration de la contribution d'EAICY au livre blanc sur le dialogue interculturel du Conseil de l'Europe. Plusieurs membres d'EAICY ont aussi participé au séminaire européen organisé par les Ceméa de La Réunion en novembre 2007, sur le thème de l'éducation interculturelle. Ceux-ci ont aussi participé au forum mondial organisé par la FICEMEA.

Au sein du Présidium (Conseil d'Administration), les Ceméa assurent la vice-présidence et les relations avec le Conseil de l'Europe et la plateforme des Organisations Non-Gouvernementales à statut participatif de ce dernier.

n 2007, une année de mobilisation

• "Refusons la démagogie populiste"

Le monde occidental est de plus en plus riche et développé et pourtant notre société est de plus en plus inégalitaire d'abord au niveau économique mais aussi et cela en découle souvent au niveau social, territorial, culturel, éducatif. (21/12/2007) (...)

• Service civique des jeunes : Stop aux incantations ! Place à l'action !

Les Ceméa, à travers leur participation à la coordination des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire du CNAJEP, interpellent les pouvoirs publics à propos du service civique et des projets gouvernementaux autour du bénévolat associatif. (13/12/2007) (...)

• Télévision pour les bébés : un danger pour leur santé, pour leur développement et pour leur éducation

Les Ceméa, à travers le CIEM, alertent les parents et les éducateurs, interpellent les responsables de la protection des mineurs français et européens et demandent aux pouvoirs publics l'interdiction de la commercialisation de chaînes pour bébés. (15/11/2007) (...)

• Nouvelle pétition contre les tests ADN

Le journal Charlie Hebdo a lancé une pétition contre les tests ADN proposés aux étrangers. Les Ceméa appellent à signer cette pétition que vous trouverez sur le site www.toucheapasamonadn.com (03/10/2007)

• Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent !

Lettre ouverte au Président de la République, signée par plusieurs organisations qui prennent position sur les avenir possibles de notre système éducatif : refus de ce qui serait une régression, propositions pour une vraie ambition pour l'école. (02/10/2007)

• "Que pensent les parents des logiciels de contrôle parental ?"

Le Collectif Interassociatif Enfance et Média (CIEM), dont les Ceméa sont membres présente les résultats de son enquête : "Que pensent les parents des logiciels de contrôle parental ?". Retrouvez le communiqué sur le site internet du collectif. (26/09/2007)

• Pétition contre les tests ADN proposés aux étrangers.

Les Ceméa soutiennent et vous invitent à signer individuellement la pétition contre l'amendement concernant les tests ADN proposés aux étrangers dans le cadre du regroupement familial. (25/09/2007)

• "Pédagogie : le devoir de résister", Philippe Meirieu nous invite à un devoir de résistance face aux attaques contre les pédagogies.

Il y aura eu la guerre des méthodes d'apprentissage à propos de la lecture, puis, une journée organisée par les CRAP cahiers pédagogiques qui appelait à résister et proposer. (13/09/2007)

• Pétition nationale " Les adolescents ne sont pas des adultes ! "

Les Ceméa signent et relaient l'appel à la pétition contre le projet de loi qui entend faire juger les adolescents âgés de 16 à 18 ans, comme des majeurs, en cas de récidive. Retrouvez et signez cette pétition sur www.appel-adolescents.org (03/07/2007)

• Ecran noir pour « Arrêt sur Images », les Ceméa pas d'accord.

Après la confirmation de la suppression de l'émission « Arrêt sur Images » (France 5), les Ceméa, par l'intermédiaire du CIEM (Collectif Interassociatif Enfance et Média) dénoncent cette décision qui apparaît brutale et prise sans aucune concertation. (20/06/2007)

• "Politiquement Jeune !" - Mobilisez-vous !

Dans le cadre de la campagne "Politiquement Jeune", le CNAJEP (dont les Ceméa sont membres) lance une nouvelle opération destinée à favoriser l'échange, le partage, la construction et l'imagination collective autour des enjeux auxquels sont confrontés les jeunes. (08/06/2007) (...)

• Quel travail social aujourd'hui ?

Entretien avec François Chobeaux paru dans le magazine LIEN SOCIAL n° 839, 3 mai 2007. A l'heure de la mondialisation de l'économie, de la loi du marché et d'un (15/05/2007) (...)

• La vie ne s'apprend pas en prison

Le ministre de la Justice s'est rendu le 9 mars 2007 à Meyzieu dans la

périphérie de Lyon pour recevoir symboliquement les clés de la première des 7 prisons pour mineurs que le gouvernement a prévu de construire et de rendre opérationnelle en 2007 et 2008 (dont 4 dès la fin 2007). Chacun (...) (06/04/2007)

• Les contributions des Ceméa aux débats - Elections présidentielle et législatives

Les coordinations associatives (CPCA, CNAJEP) ont déjà contribué aux débats actuels en communiquant des revendications, des contributions portées par l'ensemble des associations composantes. Les Ceméa, impliqués activement dans ces coordinations, soutiennent ces revendications qui (...) (15/02/2007)

• Une « aide-vacances » de 200 euros pour les enfants et les jeunes

A l'initiative de La JPA, une plateforme s'est constituée en octobre 2006 autour du droit aux vacances des enfants. Les associations en faisant partie ont rédigé un texte de revendications destiné à interpeller les candidats aux élections présidentielle et législatives. Elles y (...) (15/02/2007)

• Les Ceméa soutiennent l'Association française pour la lecture

Engagée dans la création des Bibliothèques Centres Documentaires, impliquée dans l'organisation en cycles de l'école primaire, instigatrice de la politique des Villes-Lecture, editrice de logiciels d'entraînement à la lecture et d'analyse de la langue écrite ainsi que de multiples ouvrages théoriques et pratiques, porteuse de projets de recherche-action au sein de l'INRP, l'AFL n'a cessé de militer depuis plus de vingt-cinq ans pour qu'évoluent les conditions sociales et scolaires d'accès à la lecture. (08/02/2007)

• Agir pour réformer, réformer pour transformer

Une année chasse l'autre... En cette nouvelle année chargée d'échéances électorales importantes pour l'avenir de notre pays et de sa jeunesse, les inégalités sociales se creusent, les fractures culturelles se banalisent et les attentes de réelles réformes éducatives, (...) (25/01/2007)

• A propos de l'action pour les sans logements et SDF

La question du logement et ses corollaires, le développement de grandes précarités d'habitat pour les travailleurs pauvres et le développement de la grande exclusion avec l'augmentation des SDF concernent les Ceméa. Nous connaissons ces problèmes que vivent les jeunes (...) (05/01/2007)

• Service civique des jeunes, il était temps !

Le secrétaire d'État aux Sports, Bernard Laporte, a relancé le 5 décembre l'idée de généraliser le service civique des jeunes. Ce projet essentiel serait-il enfin devenu prioritaire dans l'agenda politique ? Nous, organisations de jeunesse et étudiantes, associations (...)

• Contre-lettre de mission adressée à Mme Christine Albanel, Ministre de la Culture et de la Communication.

Le 1er août dernier, le Président de la République et le Premier ministre adressaient à la Ministre de la Culture et de la Communication une lettre de mission, indiquant les grandes lignes (et nombre détails) sur ce qu'ils souhaitent voir mis en œuvre dans le domaine culturel (...)

• Campagne nationale « Les colos, c'est bon pour grandir »

Faire connaître l'intérêt des séjours de vacances, accompagner les parents dans la recherche d'une proposition de séjour adaptée, répondant aux envies de leurs enfants et les aider à trouver les financements nécessaires au départ, tel est l'objectif de la campagne « La colo, c'est bon pour grandir ». (...) (15/05/2007)

Suppression des cours du samedi : les Ceméa à travers la JPA (La Jeunesse au Plein Air) demandent la suspension et l'ouverture d'une concertation

Les membres du Conseil d'administration de la Jeunesse au plein air (JPA), réunis le jeudi 4 octobre 2007, regrettent que la décision de supprimer le samedi matin de classe dans l'enseignement élémentaire ait été prise sans aucune concertation de tous les partenaires concernés (...)

Les Ceméa en Languedoc-Roussillon, complémentaires de l'enseignement public

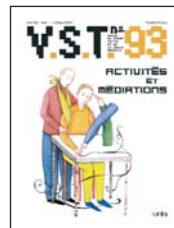
- L'encadrement de six Ateliers Relais pour les élèves en rupture scolaire.
- Un travail de recherche initié depuis novembre 2007 sur le thème de la rupture scolaire (en lien avec le laboratoire des sciences de l'éducation de l'université Paul Valéry de Montpellier).
- L'aide à la scolarisation d'enfants porteurs de handicap par le biais des formations d'Auxiliaires de Vie Scolaire.
- Le soutien à des séjours éducatifs en temps scolaire (expériences pédagogiques en classes découvertes...).
- L'organisation de campagnes de solidarité aidant annuellement des milliers d'enfants à suivre une scolarité normale (y compris au plan international) ou à vivre des vacances éducatives.
- L'animation de groupes de recherches pédagogiques (activités scientifiques, patrimoines, éducation aux médias, théâtre, ...).
- La participation à des instances éducatives (CAAECEP, Cap jeunes, programme régional jeunesse, ...).
- La relation éducative avec plusieurs centaines de structures spécialisées pour jeunes ou adultes en situation de handicap.
- La production d'outils professionnels, de revues pédagogiques.
- L'animation régulière de cafés pédagogiques sur des thématiques éducatives.
- L'organisation de séminaires, de conférences, de salons... sur des problématiques éducatives.
- La participation aux diagnostics sur les politiques éducatives locales (CEL- Contrats Educatifs Locaux pour des actions éducatives, sociales ou culturelles, contrat enfance).
- L'aide à l'insertion sociale et professionnelle de publics en difficultés.
- L'accueil de jeunes en stage professionnel.
- La prévention de la violence dans et hors l'école.
- La formation de milliers d'animateurs et directeurs volontaires pour les centres de vacances et de loisirs.



L'Éducation nouvelle, un projet au cœur du développement local

Le sens politique de l'action des Ceméa reste, par la pédagogie et l'éducation, de participer à la refondation d'un projet de société alternatif. Cette ambition se doit aujourd'hui d'intégrer les réalités de notre pays. Ce sont celles de collectivités qui prennent les compétences « jeunesse », qui souhaitent investir davantage celles liées à l'éducation, qui se préoccupent de la cohérence des actions qui maillent l'école, les loisirs, le travail social, la culture, la santé, l'Europe et les actions internationales... Ce sont aussi celles issues des votes des français lors des dernières élections municipales et cantonales. Lire un territoire, faire émerger les besoins des acteurs pour créer, élaborer avec eux des propositions d'actions répondant aux attentes, tels sont les choix d'interventions des Ceméa. Privilégier le « faire avec » au détriment du « faire pour et à la place », en renforçant les liens avec des partenaires locaux, en investissant davantage les lieux politiques de détermination des orientations afin d'enrichir les liens avec les commanditaires, permettra aux militants des Ceméa de s'affirmer comme acteurs d'un territoire dont les interventions sont au service de besoins réels et comme auteurs ou co-auteurs des projets, des démarches, des politiques qui s'y développent.

Une décentralisation à cadrer



L'engagement des Ceméa dans la formation et l'accompagnement des professionnels d'animation et du social, ainsi que dans l'accompagnement de publics en grande difficulté d'insertion et de tous les âges de la vie, nous fait pointer des limites, voire des dangers liés aux évolutions des pratiques de l'État et des collectivités territoriales.

La façon dont les lois de décentralisation en matière sociale ont été conçues et sont mises en œuvre est génératrice d'inégalités de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire national. Des bases communes, des seuils minimum doivent être fixés par l'État restauré dans un rôle de garant et de régulateur : critères d'attribution du Fonds d'aide aux jeunes, critères de contractualisation du RMI, d'accompagnement éducatif des dix-huit/vingt et un ans... Ceci n'empêchant pas une collectivité publique de choisir de faire plus ou de faire en plus. Les logiques d'appels d'offres privilégiant le « moins disant » financier, instrumentalisent les organismes de formation et d'accompagnement social, limitent les innovations et les expérimentations, et nuisent à la qualité des formations en privilégiant de fait les pratiques d'enseignement magistral. En même temps la créativité des associations ne peut pas être prise en compte aussi bien dans le champ de l'insertion que dans celui de la formation des professionnels, les appels d'offres portant sur des actions et des procédures « classiques ».

VST N° 93 - 2007



n Les Ceméa dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

La vie institutionnelle au service du mouvement

Depuis 1997, la région PACA est l'espace dans lequel l'association Ceméa Provence-Alpes-Côte d'Azur élabore et met en œuvre ses projets. En 2007, le Conseil d'administration, composé de 15 membres (professionnels de l'animation, enseignants, étudiants, cadre municipal, coordonnatrice DSU, infirmier, professionnel de la petite enfance, psychologue) s'est réuni cinq fois, s'appuyant sur un bureau de 4 membres.

Le Conseil d'administration travaille en articulation étroite avec l'équipe de direction de l'association. D'autres lieux permettent l'élaboration des orientations : le regroupement « Animation volontaire » qui a réuni 55 personnes pendant 3 jours et le regroupement « Formation professionnelle », 26 personnes pendant 2 jours y ont contribué largement. Gestion financière, gestion des ressources humaines, réflexion sur les questions de développement durable, sur l'animation du mouvement, sur l'articulation « Diriger/Administrer », sur l'engagement éducatif ont été les problématiques au travail dans les Conseils d'administration.

En 2007, l'Assemblée générale de l'Association régionale des Ceméa PACA a rassemblé 55 personnes et 90 votes ont été exprimés. L'ensemble de ces temps représente 337 journées/participation.

L'activité de l'Association régionale se structure en quatre grands champs ; l'objectif est de développer la plus grande transversalité entre eux au niveau des compétences ainsi que des militants.

• Le secteur de l'animation volontaire

8 850 journées stagiaires ont été réalisées dans 53 sessions de formation BAFV/BAFD, ce qui représente 46,5 % du volume total d'activité. Ces sessions ont été encadrées par 80 militants bénévoles et salariés parmi lesquels 17 nouveaux militants.

• Le secteur des formations à l'animation professionnelle

L'association est très impliquée dans la formation des animateurs professionnels **6 268 journées** ont été réalisées.

- Deux BP Loisirs Tous publics à Marseille et un à Nice, ont réuni 48 stagiaires et 2 modules de formation ont été réalisés dans le cadre d'autres BP.

- Quatre UF DEFA ont représenté un volume équivalent à celui de l'an dernier avec **1 350 journées**.

- L'élaboration des projets DE JEPS. Cette année 2007 a été celle de l'élaboration du projet DE JEPS. Après un travail de plusieurs mois et une bonne collaboration avec le niveau national des Ceméa et avec l'Union des Centres sociaux des **Bouches-du-Rhône**, ont été déposés et obtenus successivement 2 agréments.

- L'accompagnement dans les VAE (Valorisation des Acquis de l'Expérience), 11 accompagnements ont été réalisés cette année concernant les niveaux 3 et 4.

- Les formations continues d'animateurs et de directeurs. Plusieurs modules ont été réalisés : « Aide à l'écriture et à la lecture », « Activités Manuelles », « Formation à la maîtrise du projet pédagogique », « Soutien à la parentalité », « Connaissance des adolescents ».

- A également été poursuivie la formation pour le CNFPT portant sur la connaissance des publics dans le cadre de la préparation aux concours et organisée une formation sur la dynamique de groupe pour l'IESTS de **Nice**.

• Les Formations Santé/Santé Mentale

Ont été mis en œuvre deux stages « Activité Manuelles » et « Travailler en équipe ».

Dans le cadre des Contrats Urbain de Cohésion Sociale mais aussi de la DDASS 13, ont été construites des formations visant à aider les travailleurs sociaux et médico-sociaux à « accueillir les personnes en grandes précarité », à **Marseille**.

• Les actions dans le champ des politiques éducatives

- Les ateliers relais

Au collège Jules Ferry, à **Marseille**, les Ceméa se sont investis dans des sessions longues (14 puis 16 semaines). Un important travail a été réalisé avec ces collégiens de 15 et 16 ans sur la pré-professionnalisation.

Au collège Mistral à **Avignon**, l'implication massive des associations Ligue de l'enseignement et Ceméa a permis un travail très positif sur la vie collective, la découverte active de différents métiers dans un séjour chantier, l'accompagnement des familles et des élèves avant, pendant et après la session.

- **Accompagnement à la scolarité** : ont été réalisées de nombreuses interventions sous forme de conférences et de modules de formation. A **Aix**, va être renouvelée l'opération pour la 7ème année.

- Restauration scolaire : 3 formations ont été conduites à **Puget Thénières, St Martin du Var et Martigues** où l'action se poursuivra en 2008 et 2009.

- **Programme de Réussite Educative** : dans ce dispositif réunissant les acteurs éducatifs et sociaux d'un territoire et visant à repérer les enfants en difficulté et à offrir des réponses précises et adaptées, a été mise en œuvre à **Miramas** une formation en direction de l'équipe élargie pluri-disciplinaire de soutien. Dans le prolongement, a été conduite une recherche action, commanditée par le département Politiques Educatives des Ceméa.

- **Délégués Elèves** : la majorité des formations a été conduite dans les lycées.

- Implication au sein du CLIMOPE 06 : trois temps forts sont à noter. Des interventions en IUFM sur les mouvements pédagogiques et sur la conduite de la classe, une conférence à l'IUFM, la participation au festival du livre à **Mouans Sartoux**.

- Conseil régional des Jeunes : les Ceméa co-animent une des quatre commissions du CRJ.



La vie pédagogique en PACA : des groupes d'activité, des regroupements régionaux, des week-ends de formation

Elle s'articule essentiellement autour de ces trois types d'espace sans oublier les participations aux espaces nationaux. Une commission composée des responsables des groupes (militants de l'équipe permanente ou bénévoles) s'efforce de structurer, d'harmoniser un plan de formation pour l'année.

Les groupes d'activités constituent des lieux de rencontres, d'échanges, de réflexions, d'analyses de pratiques et de création d'outils pédagogiques.

- **Le groupe « Activité Manuelle »** a participé à l'encadrement du stage « activité manuelle et santé mentale ».
- **Le groupe « Activité Internationale »** a lancé un travail de réflexion sur le sens du départ et de l'accueil, notamment à l'étranger et la mise en œuvre du projet LEONARDO pour des stagiaires BP JEPS LTP.
- **Le groupe « Adolescent »** a conduit un travail de recherche documentaire sur les caractéristiques de ce public. Il a également produit des outils de formation.
- **Le groupe « Education Relative à l'Environnement »** a engagé un travail sur les questions de développement durable dans les stages.
- **Le groupe « Enseignement »** a poursuivi le travail engagé lors du regroupement national sur « les peurs et les plaisirs d'apprendre » et a produit des textes de références sur ces thèmes.
- **Le groupe « Expression »** a construit des démarches pédagogiques pour intervenir dans les formations professionnelles et volontaires sur l'accompagnement d'événements culturels (théâtre, photo, musique, musée...).
- **Le groupe « Jeunes enfants »** a réfléchi sur la construction de l'identité aux différents âges.
- **Le groupe « Jeux »** a réfléchi sur l'utilisation du « fichier jeux d'intérieurs », sur la démarche de projet autour des jeux et a élaboré 5 malles jeux de société.
- **Le groupe « Montagne »** s'est formé au contenu d'un stage neige et milieu montagnard en hiver (construction d'igloo, connaissance des avalanches, notion d'acclimatation, randonnée en raquettes...).
- **Le groupe « Personnes âgées »** a préparé la programmation de deux stages.
- **Le groupe « Directeur de stage »** a fait régulièrement le point sur les problématiques liées à la direction des stages en animation volontaire (conduite de l'équipe de formateurs, gestion de la vie collective des stagiaires...) et sur les conséquences de la mise en œuvre du Contrat l'Engagement Educatif.
- **Le groupe « Santé mentale »** a réuni des militants des Ceméa et des professionnels de ce champ intéressés par des réflexions sur la santé mentale. Ce groupe a organisé une rencontre en partenariat avec une librairie militante sur l'œuvre de Lucien Bonnafé.
- **Le groupe « Formateurs BAFD »** a conduit un travail de recherche documentaire et a conduit une réflexion sur le rôle des ACM dans la société.

Les regroupements annuels et week-ends permettent à l'ensemble des militants intervenant sur l'ensemble des actions des Ceméa PACA de se retrouver et de réfléchir collectivement à l'élaboration de méthodes d'éducation active pertinentes.

Cette articulation entre des temps collectifs et des temps plus spécifiques a pour objectif de construire de la cohérence au sein de l'Association régionale.

En 2007, ont été mis en place :

- Un regroupement réunissant l'ensemble des militants intervenant dans le champ de la formation professionnelle. Ce regroupement a permis de réinterroger les pratiques au regard de l'éducation nouvelle et notamment les questions de l'accueil et de l'accompagnement de stagiaires lors de formations longues (BP JEPS, DEFA, Ateliers Relais...).
- Un regroupement réunissant l'ensemble des militants intervenant dans le champ de l'animation volontaire. Ce regroupement a également permis de réinterroger les pratiques au regard de l'éducation nouvelle et notamment les questions de l'accueil et de la gestion de la vie collective en BAFD/BAFD (alimentation, nuits, vie collective...).
- Un week-end permettant aux militants de raconter leurs expériences dans l'animation ou de formation de l'été 2007. Ce week-end a permis à l'ensemble de l'Association territoriale d'être au plus proche de la réalité des ACM.
- Un week-end centré sur la pratique d'activité manuelle et des jeux traditionnels.
- Un week-end autour de l'Assemblée générale.

L'accueil militant, la formation des nouveaux formateurs

Un axe fort du projet associatif des Ceméa est de diversifier les champs de militance et d'élargir la base des militants.

On été organisés quatre moments d'accueil dans l'année 2007 en soirées et/ou lors de week-ends de formation. A également été organisé un stage de formation de nouveaux militants (essentiellement anciens stagiaires animation volontaire ou animation professionnelle) de 4 jours en articulation au regroupement animation volontaire, avec des contenus spécifiques mais également des temps en commun.

L'accueil des militants du champ de la santé mentale s'effectue au sein d'un groupe spécifique.

n Une présence locale renforcée en Languedoc-Roussillon

En 2007, les Ceméa ont amplifié leur positionnement sur des territoires avec donc des assises plus solides à **Perpignan** et à **Béziers**. Une ville où, en moins d'un an, les Ceméa se sont dotés d'un établissement qui fait vivre de la meilleure façon la transversalité des actions. Cette présence se consolide aussi dans le **Gard** et en **Cœur d'Hérault**. En revanche, elle s'est affaiblie à **Lunel**.

Les Ceméa disposent également d'une activité permanente à **Carcassonne** et à **Nîmes** (villes clefs de la région) à travers leur participation aux Ecoles Régionales de la Deuxième Chance.

Il faut pour avoir une vision réelle de l'Association territoriale des **Ceméa du Languedoc-Roussillon** mettre en évidence le fait que la moitié des effectifs permanents travaille ailleurs qu'à **Montpellier** et consolide fortement la poursuite de missions en région. C'est un atout considérable pour aborder les années à venir.

L'exemple le plus frappant vient sans doute du secteur animation professionnelle. Lequel était au bord de l'extinction et qui vient de rebondir en essayant les pratiques et les valeurs des Ceméa, à **Montpellier** certes, mais aussi à **Perpignan, Lodève, Béziers**, et en **petite Camargue**.

Cet ancrage beaucoup mieux réparti, donne aussi quelques espaces pertinents pour réussir des innovations, en répondant à des sollicitations ou en prenant des initiatives : sur l'école de la deuxième chance, sur les formations assistants familiaux, sur une mission culture en prison, dans un programme de formation de tous les formateurs des organismes financés par le Conseil régional à la thématique du développement durable, ou sur le carrefour des patrimoines (dont le site internet spécifique dépasse les 220 connections par jour calendaire).



Antilles-Guyane, une politique de zone au service du développement de projets



Les Ceméa de **Guyane**, de **Martinique** et de **Guadeloupe** ont inscrit dans leurs orientations de travail une dimension commune de renforcement de leurs compétences dans le cadre d'une « politique de zone ». Celle-ci doit permettre le renforcement de projets. En 2007, cet axe s'est traduit par deux temps forts :

- Une formation de directeurs de stages BAFA-BAFD du 25 au 28 mai 2007. Cette formation a accueilli 23 personnes venant des trois Associations territoriales. Elle s'est déroulée à Cayenne. L'objectif était de former et de préparer des militants à la direction de stages BAFA-BAFD.

- Un regroupement sur le thème de l'accompagnement à la scolarité et l'utilisation des TICE. Il a permis de travailler plus globalement sur toutes les questions liées à l'accompagnement éducatif. Une **quinzaine de formateurs** des trois associations ont participé à ces travaux articulant réflexions pédagogiques, connaissances des dispositifs, échanges de pratiques, pratique d'ateliers et prise en main d'outils pédagogiques multimédias.

n Des cafés pédagogiques en Pays-de-la-Loire

Vingt quatre actions « cafés pédagogiques » ont été réalisées. Elles comptabilisent **549 participations** au total, et **72 participations** des militants des Ceméa. Les thèmes sont variés (la petite enfance, l'école, le jeu, la solidarité internationale, les métiers de l'animation). Les actions « cafés pédagogiques » ont eu lieu principalement en **Loire-Atlantique**, à **Nantes, Saint-Nazaire** et dans l'**agglomération nantaise**. Elles sont inscrites dans une logique d'animation au service d'un territoire.

Ainsi, à **Nantes** où les cafés pédagogiques ont démarré, ils se sont développés dans des logiques d'accueil par des structures partenaires : le café des enfants « A l'abordage », la Maison des Jeux, la Maison des Citoyens du Monde, le Centre socioculturel de la Bottière, Anim'Action à **Port St Père**.

A **Saint-Nazaire**, les soirées « cafés pédagogiques » ont eu un écho favorable, notamment de la part des professionnels. La programmation s'est faite en réponse à leurs préoccupations locales. La logique partenariale s'est surtout faite avec la Maison de Quartier de la Chesnaie.

Au **Mans**, à **Angers** et en **Vendée**, des projets se mettent en place et doivent encore se renforcer, en mobilisant des partenariats proches et les militants des réseaux Ceméa locaux.